L'ABEILLE.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON,
IMPRIMEUR D'ETAT ET DE LA VILLE.

"Il faut une UNION soit conservée."

MERCREDI MATIN, 11 MARS 1835.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orléans, 11 mars.

La malle du nord n'est pas arrivée hier.

ELLE N'EXISTE PLUS!!!

Cette loi qui entraînait à tant de vices, qui depuis son existence a fait tant de victimes et causé le malheur de tant d'honnêtes gens et de familles respectables; cette loi si indigne de faire partie des statuts de l'Etat de la Louisiane, cette loi enfin, puisqu'il faut la nommer, qui creait les maisons de jeu, a été hier, à l'exemple déjà donné par le sénat, annulée par la chambre des représentans. De combien n'est-on pas redevable à la législature pour avoir compris tout le mal et tout le deshonneur que causait à la société entière l'existence de cette loi qui portait à tant de crimes ceux auxquels la force de caractère *ne permettrait pas de résister* à l'entraînement d'une passion si funeste pour eux et leur famille, d'une passion qui ne naissait chez bien des gens que, par le bruit que causaient à leurs oreilles ces espèces métalliques qui garnissent ordinairement ces tables, vertes de couleur, mais bien souvent rougies du sang du malheureux qui se déchire la poitrine lorsqu'une minute lui a suffi pour perdre tout ce qu'un travail long et pénible lui avait permis d'amasser. Honneur donc à notre législature de 1835 *d'avoir senti la nécessité de révoquer* cette loi infâme, qui entraînait après elle, la ruine et le malheur de tant de familles respectables et le deshonneur de tant de citoyens.

SOMMAIRE DES NOUVELLES REÇUES PAR L'HERCULES DU HAVRE.

Les journaux anglais annoncent de nouveau comme prochaine la reprise des conferences diplomatiques relatives à l'affaire hollando-belge.

Les fonds continuent à hausser à la bourse de Londres.

Le départ de M. Pozzo di Borgo pour Londres est fixé au 8, d'autres disent au 15 février. Son Excellence est ou paraît être toujours contrariée de son changement de résidence.

Le paquebot américain *Utica*, dit le *Journal du Havre* du 31 janvier, vient d'arriver de N. York dans notre port, après une traversée de 27 jours. Les journaux américains qu'il nous apporte, jusqu'à la date du 3 Janvier, ne nous annoncent aucune autre nouvelle politique que celle que l'on a déjà appriscs par la voie de Liverpool.

Une commande de 150,000 fusils vient d'être faite à Liége, dont 90,000 pour le compte de la Hollande, et 60,000 pour celui de Don Carlos.

D'après une lettre de Toulon en date du 21 janvier, il paraîtrait que l'indemnité reclamée par les Etats Unis a déjà été acquittée en partie; trois millions d'argent et d'or monnayés ont été transportés de Paris à Toulon, et de là à bord des batimens américains, qui ont reçu, le 21 janvier, de petites caisses dans lesquelles ce numéraire était renfermé. La veille on les avait déposées dans le magasin général, et les sentinelles qui en gardaient les abords, avaient pour consigne de tirer sur tous les individus qui circuleraient autour de cet établissement. Une sentinelle ayant cru voir de la lumière dans le magasin général jeta l'alarme en tirant un coup de fusil. Le lendemain, une enquête fut ordonnée, des gardiens furent entendus et l'on reconnut que la sentinelle avait pris pour de la lumière la reverbération de la lune qui frappait sur les vitraux du magasin général. Voila des renseignemens qui tendraient à prouver que le gouvernement français avait commencé à payer l'indemnité avant la sanction législative sur laquelle il croyait sans doute pouvoir compter.

DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

2ème. ARTICLE.

Dans notre premier article, nous avons parlé de la nécessité d'élever les enfants pauvres, au même degré d'instruction qu'il est permis aux riches d'atteindre; mais cette idée ayant besoin de recevoir quelques développements, pour être mieux comprise, il nous importe de revenir sur ce sujet qui nous paraît de la plus haute importance.

Personne n'ignore que la classe privilégiée, sous le rapport de la fortune, étant la moins nombreuse, les choix des hommes qui doivent être placés dans les différentes branches de l'administration, ne peuvent tomber que sur un petit nombre d'individus à qui leur instruction a donné la facilité de se mettre en évidence; c'est là un grand mal, puisque l'on *est privé par là, d'une multitude d'hommes de mérite qui ne* manqueraient pas de jaillir de la classe si nombreuse des pauvres, *si l'on prenait soin de cultiver les heureuses dispositions qu'ils ont reçues de la nature.*

Si, malgré la négligence que l'on a apportée jusqu'à présent, à répandre les lumieres sur cette foule d'enfants déshérités, l'histoire tant ancienne que moderne, nous prouve que la plupart des grands hommes qui ont paru sur la terre, sont sortis de la classe la plus pauvre. Que de merveilles ne verrions-nous pas s'opérer, si tous avaient part au grand banquet de l'éducation!

Tant que l'aristocratie a posé de tout son poids sur le monde, tant qu'il y a eu des hommes qui ont pu se croire d'une nature supérieure aux autres, *nous concevons que l'on* ait redouté d'éclairer cette classe qu'il était d'autant plus facile de maîtriser qu'elle était plus *ignorante, mais on* a lieu de s'étonner que, dans une République où tous les citoyens *sont proclamés égaux par la constitution, et où loin d'avoir* rien de semblable à craindre, l'on a tout à gagner, en initiant *les enfants aux connaissances que Dieu n'a pas réservées* pour quelques êtres privilégiés, on ne se croie pas obligé de *donner à tous les enfans, quels qu'ils soient*, la même instruction. En agir ainsi, n'est-ce pas nier, par le fait, l'égalité? n'est-ce pas se mettre en opposition avec la constitution? N'est-ce pas perpétuer cette aristocratie qui est la négation de la République? N'est-ce pas détruire la représentation nationale? N'est-ce pas vouloir l'oligarchie? N'est-ce pas s'acheminer vers la monarchie? Telles sont les conséquences qui découlent nécessairement du système d'instruction que l'on a adopté pour les enfans de la classe pauvre.

Vous êtes nés pauvres, leur dit-on, eh bien, quoique la constitution vous déclare nos égaux, nous ne voulons pas vous faire participer aux faveurs qui sont accordées aux enfants des riches; vous n'avez pas droit aux mêmes égards. Si vous aviez quelques piastres de plus, vous *pourriez vous procurer* les talents nécessaires pour être élevés aux honneurs, *mais puisque vous ne les avez pas, vous êtes condamnés à* ne pouvoir jamais sortir de la sphère où la naissance vous a placés.

Un pareil raisonnement, nous en sommes certain, n'a été fait par personne; mais la conduite que l'on tient, ne donne-t-elle pas le droit de le faire?

Tâchons donc que notre conduite soit un peu plus en harmonie avec nos principes, ni nous ne voulons pas passer pour inconséquents aux yeux de tous les hommes éclairés si nous tenons à jouir pleinement des bienfaits que nos institutions bien comprises, doivent nous procurer.

Mais il est un autre considération bien puissante qui doit nous engager à prendre la marche qui nous est indiquée. Ne sait-on pas que, plus les hommes de la classe, que nous appellerons inférieure, à cause de l'infériorité intellectuelle dans laquelle on la maintient, ont l'occasion de se rapprocher de la classe supérieure en éducation, plus ils ont de moyens de s'améliorer, puisqu'ils se trouvent en contact avec des hommes capables de les former aux convenances sociales. Si donc les enfants des pauvres se trouvaient assis sur les mêmes bancs que les enfants des riches, il en résulterait que leurs mœurs, dont on se plaint tant, se polliraient, que les vices antisociaux se perdraient, et qu'il n'existerait pas cette antipathie que le pauvre conservera toujours contre le riche, tant que ce dernier cherchera à s'en éloigner au lieu de s'en rapprocher.

Pourquoi, par exemple, la plupart des voleurs, se trouvent-ils dans la classe pauvre? pour une bonne raison; c'est que cette classe ne reçoit pas une éducation assez libérale pour lui inspirer des sentiments d'honneur; faites-lui une part d'instruction plus large, et vous la verrez concevoir pour ce vice, la même horreur qu'il vous inspire, il en a [illegible] de tous les vices qui dégradent l'homme.

Les motifs que nous venons de donner, nous paraissent assez forts pour amener à notre opinion, *tous les hommes* qui sont une juste idée de ce que doit être un gouvernement vraiment républicain; mais ils se trouvera peut être arrêté un instant, par la difficulté de mettre ce projet à exécution. Mais, encore une fois, cette difficulté, s'il y en a une, ne peut être qu'une question d'argent. Or, on n'est pas là ce qui doit nous empêcher d'agir. On sait ce que coûte aujourd'hui l'instruction gratuite que l'on donne aux enfants; admettons que ce nombre augmente d'un tiers, la dépense serait augmentée d'un tiers; pouvons-nous doubler cette somme? Nous n'en voyons pas l'impossibilité. C'est là toute la difficulté, laquelle *étant levée*, rien ne pourra plus s'opposer à la realisation de notre projet. Car il ne faut pas oublier que, les riches en payant, viendront au secours des pauvres, et que le surplus de dépense que serait l'état, serait employé à payer les hautes dignitaires indispensables dont nous avons parlé dans notre premier article.

Telles sont les considérations que nous avions à faire valoir, en faveur des améliorations que nous désirons faire subir à l'instruction publique dans notre état. Cette pensée nous paraît assez grande pour fixer l'attention générale. Nous nourrissons donc l'espoir que nous serons appuyés par tous les hommes qui sympathisent avec tout ce qui peut contribuer à la paix, au bonheur et à la gloire du pays.

Nous publions ci-dessous un projet de pavage qui doit être discuté dans la séance du conseil de ville de ce soir. Si le pavage s'exécute ainsi que l'indique le rapport du comité, on n'aura plus de motif pour dire que des préférences sont accordées plutôt à un district qu'à un autre.

Notes des principales rues qu'il *conviendrait* de faire paver—savoir:

Dans le 1er. District—Les rues canal N. E., Douane, Bienville, Conti et une moitie de la rue St. Louis, [l'autre moitié serait pavée par le 2d. district.]

2de. District—Une moitie de la rue St Louis, [l'autre serait pavée par le 1er. district.] Une moitié de la rue St. Pierre; l'autre moitié *serait pavée par* le 3me. district, les rues Remparts et Dauphine, entre celles St. Louis et St. Pierre.

3me. District—Une moitié de la rue St. Pierre; l'autre moitié serait pavée par le 2de. district; les rues d'Orléans, Dumaine et une moitié de la rue St. Philippe, l'autre moitié serait pavée par le 4me. district.

4me. District—*Une moitié* de la rue St. Philippe, l'autre moitié serait pavée par le 3me. district; la rue de l'Hôpital, et celle de l'*Esplanade*, côté S. O.

5me. District—La rue Mandeville jusqu'à celle Moreau, la rue Moreau à partir de la rue Esplanade jusqu'à celle Champs Elysées, et partie de la rue d'Espagne entre le chemin public et la rue de la Victoire.

6me. District—Les rues Tchoupitoulas, de Poydras à Girod, la rue Girod de Tchoupitoulas à la Levée, la rue Notre Dame de Tchoupitoulas à la Levée; la rue Julie entre Tchoupitoulas et levée; la rue St. Joseph et Tchoupitoulas à la Levee; la rue du Commerce et Lafayette à partir de la rue Poydras jusqu'à celle St. Joseph; la rue Nord, et Sud du Marché entre Tchoupitoulas et Levée; la rue Delord entre Tchoupitoulas et Levée; et enfin la rue Julie à partir de la rue Tchoupitoulas aussi loin que le nombre de *yards* de ce district pourra le permettre.

7me. District—La rue de la Levée neuve à partir de la rue Roffignac jusqu'à celle de Lacourse, et le nombre des yards restant sera employé dans la rue Tchoupitoulas à partir de la rue Delord en montant.

8me. District—Le chemin du Bayou, à partir de la rue des Remparts jusqu'au delà de la rue Tremé.

LE VOYER DE LA VILLE.

Le comité de pavage auquel a été référée la répartition du pavage, demande à *faire son rapport* par la resolution suivante;

Resolu, que le pavage à exécuter dans la ville de la N. Orleans, sera fait conformément à la répartition etablie dans l'état soumis au comité par le voyer de la ville, et qui sera transcrit à la suite de cette resolution.

S. D. DIXON, rapporteur.
J. S. McFARLANE,
A. GRAILHE.

Au président et aux membres du Conseil de Ville.

MESSIEURS,

L'honorable maire ayant appuyé *son vœu* sur votre résolution touchant l'éclairage de la ville par le moyen du gaz je crois de mon devoir de donner à votre honorable corporation quelques applications sur les passages de la lettre du maire dans les quels je suis nécessairement nommé; non seulement dans le but de faire apercevoir à M. *la mairie* lui même les erreurs de ses calculs, mais encore de faire connaître les faits à votre honorable corporation, afin que vous, *les mandataires du peuple* vous puissiez les communiquer à vos constituants. Je me dois à moi même de donner toutes les explications *nécessaires sur un sujet* aussi important pour le public.

L'honorable maire dit,—" la somme de $40 que vous accordez à cette compagnie pour chaque poteau et lampe qui peuvent paraître nécessaires, est trop considérable." La preuve qu'il en donne est que, " lorsque M. Caldwell était seul propriétaire de la charte actuelle, il proposa de faire le *même ouvrage à raison de $25 par lampe* " à l'époque où je fis cette offre à votre honorable assemblée, je désirais détruire cette opinion mal fondée qu'il était impossible d'eclairer la Nlle. Orléans par le moyen du gaz. Il me fallait un contrat avec la ville, afin que l'éclat de ma première expérience en prouva victorieusement la possibilité. Pour obtenir ce contrat je mis aux lampes un prix qui m'occasionnait une perte certaine, quoique je ne crusse certes pas à cette époque que la perte que donnerait cette essai eut été aussi considérable. Les *poteaux*, lampes, tuyaux &c., le creusage, remplissage et les réparations du pavage montent à $10. "Affirmer n'est pas prouver" pourrai-je me dire avec justice: mais votre honorable assemblée se rappellera qu'un comité de ses propres membres, *au quel je produisis mes livres et factures*, après de longs calculs, fut convaincu que le véritable prix coutant des poteaux, *lampes &c., était effectivement de $40*, et fit son rapport en conséquence. Ce même comité fut aussi convaincu que pour produire ailleurs la même éclat de lumière que dans la rue de Chartres, la compagnie ne pouvait demander moins de $35.

Maintenant, messieurs, de ce que, comme simple particulier, il a pu me convenir de faire *Pessai* d'illuminer la ville par le *moyen du gaz, tout en y faisant des pertes certaines*, s'en suit-il que la compagnie du gaz, maintenant que cet essai a plus que réussi à *votre attente*, doit conserver les conditions onéreuses du contrat.

Les lampes actuelles de la ville, avec leur attirail, coûtent près de $100 pièce.

500 lampes à $100. $50,000
Eclairage de 500 lampes à l'huile, pour chaque $44 $24,000
Intérêt sur le prix coutant des lampes à 6 pour cent $3,000
$77,000
500 lampes à gaz et appareils à $40. $20,000
Eclairage de 500 lampes à gaz à $35 $17,500
6 pour cent d'intérêt sur $20,000, coût des *lampes à gaz* $1,200
$18,700

Ce qui fait une différence en faveur de l'éclairage par le gaz de $8,300.

Si vous augmentez le nombre de vos lampes dans la proportion de celles de la rue de Chartres, les frais seront pour le prix le 900 lampes et leur eclairage, comme suit:

900 lampes à gaz, poteaux &c. à $40 $36,000
Eclairage des 900 *lampes* à $35 $31,500
Intérêt à 6 pour cent sur $36,000 2,160
$33,660
Frais actuels pour 500 lampes à huile $27,000
$6,660

Ce qui donne un excédant de *dépensée par l'éclairage de 900 lampes à gaz*, sur l'éclairage de 500 lampes à huile. Mais considérez, messieurs quelle différence *dans les résultats*! quel bien ne produirait pas au public en général l'éclairage par le gaz! avec quelle parfaite sûreté nos concitoyens et les *étrangers* après avoir vaqué à leurs affaires se rentreraient ils pas chez eux, même dans les nuits les plus obscures, et dans le temps des plus épais brouillards.

Pour continuer les premiers calculs et prouver le meilleur marché de l'éclairage par le gaz, sans parler de son immense supériorité, supposons que vous plaisiez autant de lampes à huile que *vous avez ordonné de lampes à gaz*. c'est à-dire trois dans chaque lot de la rue de Chartres le nombre des lampes de ville excéderait alors 900.

Les frais seraient comme suit:

900 lampes à huile et appareux à $100 pièce $90,000
Eclairage de 900 lampes à huile à $48 $43,200
Intérêt à 6 pour cent sur $90,000 $5,400
$48,600
Eclairage de 900 lampes à gaz $33 650
Faisant une économie annuelle de $14,940

Si la ville ne veut éclairer par le gaz que le même nombre de lampes actuellement en usage, le calcul précédent vous fait apercevoir une économie effective sur 500 lampes de 8,300 piastres par an.

J'ai dit plus haut que, comme simple particulier, j'avais désiré obtenir un contrat pour l'éclairage de la ville par le gaz, et que j'avais fait mes propositions au plus bas prix, afin de vous engager à tenter cette expérience. Il est vrai, mais il est également vrai que je ne prévoyais pas alors éprouver des pertes aussi considérables, autrement j'y eusse entièrement renoncé; car la réflexion m'eut bientôt convaincu que ma fortune particulière n'aurait pas tardé à être engloutie, et que je passe réussir à prouver que de tous les modes d'éclairage, celui par le gaz était incontestablement le *meilleur, cependant, il pourrait arriver*, ce qui est assez fréquent, que d'autres, profitant de mes travaux s'élevassent sur les débris de ma fortune.

La confiance du succès m'a donné courage et énergie, j'en ai été récompensé par une réussite complète. Maintenant comme auparavant, je souhaite que la compagnie du gaz, avant que je cesse d'y avoir aucune influence, obtint un contrat pour l'éclairage de la ville. Mes desirs se bornent à le faire au prix coutant, quoiqu'il ne serait que justice que la compagnie obtint de ses travaux un bénéfice quelconque, surtout puisque c'est à elle que l'on est redevable d'une illumination six fois plus brillante que celle par le moyen des lampes à huile, et à $35 au lieu de $48 par lampe.

Si le conseil le jugeait convenable je lui proposerais de se former en comité général réuni au maire. Ce serait pour moi une grande satisfaction de soumettre à leur examen, d'abord l'établissement de gaz et puis les pièces prouvant le prix coutant des lampes à gaz, *poteaux &c.* ainsi que les sommes que coûterait l'éclairage de la ville entière dans le genre de la rue de Chartres. J'en serais d'autant plus satisfait que je suis assuré de répondre à toutes les objections, et j'aurais l'espoir que dans peu de temps la Nouvelle-Orléans deviendrait, de toutes les villes de l'Union, celle où l'éclairage serait le plus brillant.

Je suis, Messieurs, avec respect,
Votre obéissant serviteur
JAMES H. CALDWELLS

Nlle. Orléans, 4 mars 1835.

PAR AUTORITE.

ACTE

Relatif aux publications et aux avis requis par la loi, dans la paroisse et ville de la Nouvelle Orléans, et pour d'autres objets.

Sect. 1re. Il est décrété par le Sénat et la chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale, que, à dater de la passation de cet acte toutes les publications et tous les avis requis par la loi de la part des officiers, dans la paroisse et ville de la Nouvelle Orléans, seront admis et considérés comme suffisamment publiés, s'ils sont imprimés dans une gazette en langue anglaise seulement, et dans une gazette en langue française seulement, pourvu que les dites publications et avis soient *imprimés dans les deux langues* comme il est dit ci-dessus, autant de fois qu'il est maintenant requis par la loi.

Sect. 2me. Il est de plus décrété etc., que dans tous les cas où la loi exige que les ordres, avis, ou notifications quelconques, donnés par le régister des testamens, *le greffiers* encanteurs, ou autres officiers publics soient insérés dans les gazettes publiques, les dites publications et insertions seront valides, lorsqu'elles seront faites dans les suppléments aux dites gazettes, de même que si elles l'eussent été dans les dites gazettes elles mêmes.

Sect 3me. Il est de plus décrété etc., qu'à l'avenir dans les paroisses du Rapides, de Carroll, et de Concordia, il ne sera pas nécessaire de faire les publications en français, excepté dans les cas où la langue française est la langue maternelle d'une des parties intéressées. Bien entendu toute fois que toute personne intéressée pourra le faire faire à ses frais.

ALCEE LABRANCHE,
Orateur de la Chambre des Représentans.
CHS. DERRIGNY,
Président du Sénat.

Approuvé le 9 mars 1835.

E. D. WHITE,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Nevire Hamilton, Balle, Liverpool, T Oxinard,
Navire Natchez, White, New York, J. Ogden & co.
Brick Enterprise, Broylon, New York, G Buckley.
Brick Triumph, McLolleu, New York, L H Gale.
Goël Lagrange, Herreman, New York, G Bedford.
Goël Water Witch, Manson, Apalachicola, Tourné P Beckwith.
Goël Elizabeth, Jacques, Grand Callo, White & co.

ARRIVES.

Bateau de remorque *Porpoise*, Martin, des Passes, avec le navire Louisville et la barque Lucrecia.
Navire paquebot Louisville, de New York.
Barque Lucrecia, Lewis, de New York.
Brick Sarah & Phœbe, de Castine.
Bateau à vapeur Carrollton, Myers, de Natchez.
Bateau à vapeur Iberia, Irwin, de St. Martinsville.
Bateau à vapeur Transport, Patterson, du St. Martinsville.

MAIRIE DE LA NOUVELLE ORLEANS.
CONSEIL DE VILLE.

Séance de Samedi, 14 février 1834.

RESOLU qu'il est par le présent expressément défendu de démolir des chalands et radeaux dans la ville ou *les* faubourgs incorporés, sous peine d'une amende de dix à 20 piastres à chaque contrevenant et par chaque chaland ou radeau; bien entendu que, dans le cas où ces officiers chargés de la police du port, ne *réussiraient pas* à connaître les propriétaires des chalands ou radeaux que l'on démolirait, en violation de la présente résolution, ils *seront* autorisés à les faire mettre en détruit.

JN: CULBERTSON, recorder.

Approuvé le 17 février 1835.

Signé: DENIS PRIEUR, maire.

Pour copie conforme,
11 mars THEARD, Junior, secrétaire.

AVIS AU PUBLIC.

LE public est prévenu que je ne paierai aucune dette contractée par ma femme Marie Muller, vû qu'elle s'est absentée de chez moi sans aucun motif.

CHS. MULLER,
11 mars—3 rue Tchoupitoulas, no 281.

MM. E. Morell, Henry H. Loring, et Helman et Helman et Gones sont invités à passer au comptoir de Wm. G. Hewes & co, rue du Camp, no 47. 11 mars

DEMANDE.—On a besoin d'un commis capable de se charger de la correspondance française et anglaise d'une maison de commerce. On donnerait de bonnes appointemens. S'adresser par lettres revêtues de bonnes *références* à L. S. par la poste.

Une personne possédant aussi la langue espagnole serait préférée.

11 mars

REÇU par le Kentucdy, de New York, 90 caisses de chandelle de blanc de baleine, de New Bedford, et à vendre par
11 mars L. G. SASSINOT, *rue Royale*, no 90.

AVIS.—Les créanciers de Messrs. Louis Chauvin Delery et B. *Dubreuil Villars*, sont priés de remettre au bureau de M. Le Pilié, rue de Chartres, no. 128, les titres de créances qu'ils peuvent avoir *contre les dits sieurs* Louis Chauvin Delery et B. Dubreuil Villars, dans les dix jours qui suivront cette date, afin que les agens des créanciers puissent faire une repartition de produit de la dernière récolte, conformément au concordat passé chez M. L. T. *Caire*, notaire, le 26 janvier 1834.

Les agents des créanciers de MM. Louis Chauvin Delery et B. Dubreuil Villars,

LS. PILIE.
11 mars—4 J. B. LAPORTE.

PAROISSE D'ORLEANS.—Cour des Preuves—Attendu que Robert Douglass, a *présenté* une petition à l'effet d'obtenir des lettres de curatelle à la succession vacante de feu Henry Bishop, décédé intestat: Avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner, d'avoir à déduire sous dix jours, les raisons pour lesquelles *il ne serait pas fait droit* à la dite pétition. Par ordre de la cour,

11 mars W. F. C. DUPLESSIS, *rég. des fes.*

ETAT DE LA LOUISIANE.—Cour du 1er. district judiciaire—Samedi, 7 mars 1835.—Présent l'hon. Charles Watts, juge—No. 12031—Henry C. Gassaway contre ses créanciers—La cour reconnaissant que les avis dans la cause, des créanciers du pétitionnaire n'avaient pas été publies conformément à la loi; il est ordonné que les dits créanciers aient à comparaître en cour, le mercredi 1er jour d'avril prochain, à 10 heures du matin, afin de *déduire les raisons* pour lesquelles le dit pétitionnaire ne jouirait pas des droits que lui accorde l'acte pour venir au secours des débiteurs insolvables en état d'arrestation.

Extrait des minutes,
14 mars—8,2ps P. LEBLANC, *greffier.*

$5 DE RECOMPENSE.

Partie marronne le 3 du courant, la griffonne nommée CELINA. Elle parle l'anglais et le français; et elle a vêtue lors de son départ, d'une robe verte. Elle a une légère cicatrice au nez.

La récompense ci-dessus sera payée à quiconque la logera à la geole ou la conduira, *rue de la* Vieille Levée, no 71, entre les rues Toulouse et St. Louis.

☞ Les capitaines de navires et bateaux à vapeur sont avertis de ne pas recevoir la dite esclave, sous peine d'être poursuivis suivant la rigueur des lois. 11 mars—3

Compagnie d'Assurance de Commerce.

AVIS est par le présent donné que *conformément* à l'acte d'incorporation, les livres de souscription au fond capital de cette compagnie sont à présent ouverts dans la rue du Canal, no. 56, la porte à côté de la Banque d'Orléans, sous la direction des commissionnaires soussignés, et que ces livres resteront ouverts jusqu'au 10 avril suivant. Pendant cette époque les souscriptions seront reçues journellement, les dimanches exceptés, depuis 11 du matin jusqu'à 2 heures de l'après midi.

William G Hewes,
A. L. M. Damarin,
Chandler White,
Abijah Fisk,
William Bullet,
Jules Le Blanc,
H. F. McKenna,
N. N. Wilkinson,
H. H. Wright,
F. Peschier,
A Quertier.

9 mars

Compagnie d'Assurance du Commerce.

LES commissionnaires recevront, jusqu'au 15 courant, à leur bureau, rue du Canal, no 56, toutes les demandes par écrit pour la place de secrétaire de la dite *compagnie*. 9 mars.

AVIS.—Les soussignés ayant formé une société sous la raison de H. & W. Hopkins, pour le commerce de chincailleries et de fournitures navales dans leurs branches, sollicitent respectueusement les encouragemens de leurs amis et du public en général.

HENRY HOPKINS,
WILLIAM HOPKINS,
rue de la Vieille Levée, no. 14, derrière la Douane.
9 mars—6

Saucissons, Moutarde de Maille et Cerise, à l'Eau de vie.

REÇU par le Marengo, arrivant du Havre et à vendre: 1000 de saucissons de Lyons; 500 demi-jeannes; 500 jarres moyenne de Maille; 25 caisses extra à l'eau de vie; ainsi, un assortiment de fleurs et eaux; ainsi que les sommes que contenait l'esclavage de la ville entière dans le genre de la rue de Chartres. J'en serais d'autant plus satisfait que je suis assuré de répondre à toutes les objections, et j'aurais l'espoir que dans peu de temps la Nouvelle-Orléans deviendrait, de toutes les villes de l'Union, celle où l'éclairage serait le plus brillant.

Je suis, Messieurs, avec respect,
Votre obéissant serviteur
JAMES H. CALDWELLS

Nlle. Orléans, 4 mars 1835.

VIN.—50 barriques vin rouge St. Estèphe Médoc; 250 caisses do do; 50 do vin blanc, Haut Barsac, en magasin et à vendre par
7 mars A. St. GEORGES, rue St. Louis, no 73.

EXHIBITION

Des 2 grands portraits représentant la tentation

d'Adam et d'Eve

ET LEUR EXPULSION DU PARADIS,

Peints par Dubaile.

Maintenant ouverts à Pencouragure des rues Conti et de Chartres.

CES superbes tableaux peints pour Charles X, et exposés à Londres et dans les Etats-Unis, ont été admirés et vantés par plus de 120,000 amateurs. Ils enivrent la beauté sublime décrite par Milton, aux charmes de la puissance et de la vérité. Ceux qui les voient ne peuvent manquer de les apprécier et d'en garder à jamais le souvenir.

Entrée..... 50 cents 11 mars

SALLE WASHINGTON,

Rue St, Philippe, entre Royale et Bourbon.

MERCREDI, 11 MARS,

Grand Bal Paré et asqué.

Prix d'entrée pour les cavaliers, $1,00

Les bals continueront tous les mercredis et samedis jusqu'à la St. Joseph.

AUGUSTE DOUCE invite les connaisseurs à visiter *un lit de plume* amoure, fabriqués dans son atelier, rue Royale, no 267. 10 mars—3

AVIS.

LE public est prévenu que le soussigné a sauvé devant le village de Tonica, à huit lieues environ au dessus du Bayou Sarah, sur le fleuve Mississipi, les effets ci-après, savoir:

7 barils de farine marqués M,
3 do do do J. Parker, Washington, Arkansas,
1 do do do J R do
1 ballot étoffes de coton marqué M E M,
1 *caisse couvertures* de laine et autres étoffes de laine, marquée Washington Hampstead Co,
1 caisse selles, fouets et *martingales*, marquée Mirk & Moss, Washington Ark,
1 caisse médecines, marquée Morock & Moss, Washington.
1 caisse étoffes de coton, marquée M E M.

Et si les dits effets ne sont pas réclamés d'ici à quinze jours, le soussigné les fera vendre en vente publique par le *juge de la paroisse St. Jacques*, pour compte de qui il appartiendra, et pour se rembourser des frais faits par lui à cet effet. PAUL THIBEAUDEAU.

Paroisse St. Jacques, 7 mars 1835.—

Il y a de plus 2 barils contenant du whiskey marqués comme suit: un marqué M & M, un N B et un M & M.

10 mars—3

AVIS AU PUBLIC.

ATTENDU qu'un certain individu nommé David Israel demeurant présentement à la Nouvelle Orléans, a réussi à obtenir mon endossement sur un billet à trente jours de la *date*, tiré par lui, à l'ordre de M. Borrel, en paiement de sa pension, et que ce dit David Israel, étant sorti de la geole après avoir prêté le serment de *débiteur insolvable*, je me suis trouvé contraint à payer ce dit billet, j'avertis en conséquence le public de se tenir sur ses gardes et de n'avoir aucun rapport avec le dit *David Israel*.

10 mars—4 L. EXNICIOS.

EAU-DE VIE *ayant droit au remboursement des droits.*—10 demi pipes d'eau de vie de champagne, très vieille, 26 pip à do do Bordeaux, d'importations directes et ayant droit au remboursement des droits, à vendre par
10 mars WHITE & co, rue de la Douane, no 94.

CANONS—4 canons de fer, avec leurs affuts complets, à vendre par
10 mars WHITE & co. *rue de la Douane*, no 90.

TOILES A DRAPS—250 balles toiles à draps, pour le marché *mexicain*, des *manufactures* Jackson, Lawrence et autres, à vendre par Wm G HEWES & co.
10 mars no 47, rue du Camp.

Opiat Balsamique du docteur Guerrero

CET opiat, nouvelle découverte, est un remède conveuable et infaillible dans la maladie appelée *Gonorrhée ou* Coulante. Sa réputation est établie dans toute l'Amérique du Sud, et des témoignages *des diverses facultés de médecine* de cette partie du globe attestent les prompts et infaillib es résultats de *ce remède dans tous les cas de gonorrhée*.

Cet opiat balsamique est contenu dans des petits pots de plomb, *avec une instruction* sur la manière d'en faire usage. Il peut être facilement porté dans la poche sur par les *personnes en voyage*, soit par celles qui ne veulent pas faire connaître leur situation à un médecin ou à *leurs amis*.

Ce médicament est sous la forme d'une pâte agréable, et se prend d'autant plus aisément qu'on n'y trouve aucun goût, puisqu'il se trouve enveloppé dans une espèce de pain à cacheter *propre* à cet effet, et dont on déliviera toujours, avec le medicament, une quantité suffisante. Mais ses plus grands avantages sont de produire constamment et en très peu de temps une guerison infaillible, sans attaquer le tempérament le plus délicat, car le remède ne contient pas la moindre particule de mercure.

Avant d'offrir cet opiat au public, l'agent en a fait constater l'efficacité par plusieurs des plus célèbres medecins de New York. Le succès qu'ils ont constamment obtenus par son usage les ont engagé à déclarer que c'est le meilleur remède qu'ils aient jamais employé et ils ont généreusement consenti à reposer de la vérité de ces assertions.

Prix,—$1 50 le pot, à vendre chez les soussignés *pharmaciens droguistes*, seuls agents de ce remède dans l'Etat de la Louisiane. CUSACH & co,
rue St. Pierre, no. 5, en face de la place d'armes.
10 mars—1an

ONT été trouvées par moi, soussigné, trois mailles de souliers, qui sont maintenant déposées au corps de garde de la ville. Le propriétaire en est invité à venir les réclamer, en prouvant la propriété et payant les frais d'insertion. H S HARPER,
10 mars—3 2d lieut. de la garde de ville

BERCUT fixé au sol une paire de grandes boucles d'oreilles en perles fines, depuis la rue Bourgogne, par la rue Toulouse, la rue Royale par la rue St. Louis à la rue de Chartres. La personne qui les aura trouvé, recevra une récompense honnête en les remettant rue de Chartres, 113, chez Le Moh 9 mars

A louer à Bail,

UN habitation à Gentilly, à six milles de la ville ayant 12 aryents de face de chaque côté du chemin avec une bonne maison, magazin, cabanes à nègres; pour *les conditions*, s'adresser à M. Aimé Pignegny, rue Royale, no. 325, ou au soussigné
4 mars—10 THO. URQUHART.

$5 DE RECOMPENSE.

Parti marron de chez le soussigné le 25 de janvier 1834, le griffe américain, *nommé* MARTIN. Il se donne le nom de Martin, âgé d'environ 28 ans, taille de 5 pieds 5 pouces; il a une cicatrice sur la joue droite. La récompense ci-dessus sera payée à quiconque le logera à la geole ou le conduira au soussigné, faubourg Le Course.
10 mars—3 ANDRE PICOU.

PAROISSE DE JEFFERSON.—La vente des objets mobiliers appartenans aux successions de feu Louis Degaut et C. A. Deynaut, en femme, tous deux décédés, qui devait avoir lieu aujourd'hui sur l'habitation de la succession, est remis à cause du *mauvais temps* à mercredi prochain, le 11 courant, à 11 o'clock du matin.
7 mars F. DUGUE, juge.

RUNAWAY on the 20th instant, the mulatto man called WILLIAM, about 50 years old, 5 feet and a few inches high; he has lost one of his fore teeth; has a good deal of beard; and has been employed about 15 years to sell fish and oysters about the streets. He belongs to Mr Francois Rigaud. march 10—tf

NOTICE.

THE Public is informed that the following articles were picked up in the Mississippi, and saved at about 8 leagues above bayou Sarah, by the undersigned, viz:

3 barrels Whiskey, marked M & M—N B—M & M,
7 barrels flour marked M
3 do do do J. Parker, Washington, Arkansas,
1 do do do J R do
1 bale cotton stuff, marked M E M,
1 case woollen blankets and other woollen stuffs, marked Washington, Hampstead & Co,
1 case *saddles*, whips and martingales, marked Mirck & Moss, Washington, Arkansas,
1 case medicines, marked *Merack & Moss*, Washington,
1 ditto cotton stuff, marked M E M.

If said articles should not be claimed in 15 days, the undersigned will have them sold at public vendue by the Parish Judge of the parish of St James, for account of whom it may concern, and to reimburse himself of the expenses thereon attending.

Parish of St James, March 7, 1835—3t
PAUL THIBEAUDEAUX.

AVIS.

ATTENDU que J. B. Blache, de la ville et de la paroisse de la Nouvelle Orléans, s'est adressé à moi pour annuller un bond daté du 11 janvier 1834, et par lui signé comme cautionneur pour la dite ville, et paroisse, conjointement avec J. B. Plauché comme sa sécurité, pour la somme de $6,000;

Je l'ai savoir, par les présentes, à tous ceux qui cela concernera, d'avoir à déduire, par écrit déposé au bureau du secrétaire d'état, dans l'espace de 90 jours après la date de la *dernière* publication de la présente, les raisons pour lesquelles le dit bond ne serait pas cancellé et annullé.

Donné sous mon seing et le sceau de l'état à la Nouvelle Orléans le 5 mars de la cinquième neuvième année de l'indépendance des Etats-Unis. (Signé) E. D. WHITE.

Par le gouverneur,
(Signé) MARTIN BLACHE,
7 mars—30 Secrétaire d'Etat.

VENTE A L'ENCAN.

PAR [illegible] CARPENTIER.

EN vertu d'un ordre de l'honorable cour de paroisse, pour la paroisse et ville de la Nouvelle Orléans, en date du 4 Mars 1835, il sera vendu le Mardi 14 Avril 1835, à midi précis, à la Bourse de Hewlett, les propriétés ci-après décrites, abandonnées par J